

Canadair Limitée—Loi

Le gouvernement a ensuite vendu les Arsenaux canadiens. Une fois de plus, je pense que les raisons étaient idéologiques et ne tenaient aucun compte des aspects commerciaux, car il y avait de bonnes raisons de les garder. Bien des gens au Canada et dans le monde voudraient que le développement et la production des armements ne soient pas faits par des sociétés privées, dont la raison d'être est le profit, mais qu'ils relèvent de l'État qui en fera un élément du maintien de la paix et non de préparation de la guerre.

Le gouvernement doit se demander sérieusement dans quel but il agit. Nous sommes différents des États-Unis. Il y a des années les conservateurs avaient arrêté la production du Avro-Arrow et, ce faisant, ils avaient éliminé l'industrie aérospatiale canadienne pour de nombreuses années. Nous n'avons toujours pas réussi à rattrapper cette erreur des conservateurs.

Ce que le gouvernement devrait présenter à la Chambre, c'est un plan de privatisation que nous pourrions accepter en sachant qu'il sera pour le bien des Canadiens.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Questions ou observations.

M. McDermid: Je voudrais faire une brève remarque au sujet du discours du député. Je m'inquiète quand j'entends un député comme mon ami de Prince-Albert prôner la nationalisation et dire combien le gouvernement est bon gestionnaire. De toute évidence, la politique du Nouveau parti démocratique diffère de celle du parti progressiste conservateur. C'est un fait notoire au Canada. Je ne puis croire que le député puisse se lever et affirmer que les 400 sociétés d'État créées par les libéraux ont toutes été utiles et ont toutes accompli un excellent travail. Le député a-t-il pris le temps d'examiner, comme le gouvernement l'a fait, ces sociétés d'État dont il parle en termes généraux, et n'a-t-il pas constaté que certaines d'entre elles ne sont pas compatibles avec notre position de principe et n'atteignent pas leur objectif prévu?

M. Hovdebo: Le député s'est étendu sur le point que je tentais de faire valoir, à savoir que les sociétés d'État ont été établies dans le passé pour une raison quelconque. Si cette raison était alors valable, il y aurait lieu de l'étudier à nouveau avant de nous débarrasser de ces sociétés d'État. Je reconnais que les 400 sociétés ne sont pas forcément indispensables à l'heure actuelle. De fait, nombre de ces sociétés étaient des filiales de sociétés d'État achetées pour une raison précise. Par exemple, Téléglobe compte 82 filiales qui sont des sociétés d'État. Étant donné qu'elles ont été établies dans divers pays, elles ont toutes contribué à assurer la rentabilité de Téléglobe qui joue un rôle utile au Canada et fournit des services à de nombreux autres pays. Le gouvernement devrait examiner de près l'opportunité de conserver ou de vendre une société d'État non rentable ou inefficace. Je le reconnais, et je suggère au gouvernement de mieux examiner ces sociétés d'État. Je n'accorde pas grand

valeur à cette idée de vendre celles qui font de l'argent en gardant les autres qui n'en font pas, parce que personne n'en veut. Si cela continue, l'exploitation des sociétés d'État va bientôt coûter beaucoup plus cher que maintenant, car celles qu'on vendra parce qu'elles trouvent preneur, ce seront celles qui font de l'argent. Et celles qui resteront dans le giron du gouvernement seront celles qui en perdent.

M. McDermid: Je tiens à remercier le député pour avoir appuyé le point de vue du gouvernement sur les sociétés d'État, qui consiste à passer en revue celles qui existent, et à liquider ou vendre celles qui ne servent pas au bien de l'État, ou à s'en défaire d'une façon convenable. Je tiens à remercier le député d'avoir appuyé la politique progressiste conservatrice concernant les sociétés d'État, et encouragé la ministre d'État à la Privatisation (M^{me} McDougall) à poursuivre son travail.

M. Hovdebo: Comme je l'ai déjà dit, nous avons combattu la cession à l'étude pour trois raisons. Tout d'abord, on ne nous a pas expliqué pourquoi il fallait la vendre. Indépendamment de savoir si la question a été examinée, le gouvernement ne nous a fourni aucune bonne raison pour la vendre. Si l'on examine le pour et le contre, il a une longue liste de raisons qui militent contre la vente, et une très courte liste qui militent en faveur.

Deuxièmement, il n'y a pas de garanties d'emploi. Il n'y a pas de plan de base en place pour la privatisation. Nous demandons qu'on adopte un plan pour la privatisation, et ensuite nous pourrions critiquer le plan et savoir ce que le gouvernement fait.

Troisièmement, le prix ne convient pas. C'est une mauvaise affaire. Il y a trois bonnes raisons de garder la société, et il n'y en a pas de bonnes de la vendre.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Questions, observations. La Chambre est-elle prête à se prononcer? Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) pour la reprise du débat.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Madame la Présidente, je vous remercie de me permettre de participer à un débat sur une question très importante qui touche toutes les régions du pays. Elle a en tout cas suscité beaucoup d'inquiétude et d'intérêt, surtout au Manitoba, ma province.

Les arguments que nous avons entendus quant aux avantages de la privatisation par rapport à la nationalisation méritent certainement quelques commentaires de notre part.

Les sociétés d'État sont là pour servir les intérêts du public. Quand le gouvernement libéral a acheté Canadair en 1976, c'était, de toute évidence, pour essayer de conserver au Canada une importante industrie spécialisée dans la fabrication de cellules d'avion, contrairement au gouvernement antérieur qui avait commis d'énormes erreurs. Tout le monde se souvient des graves problèmes causés par la vente d'Avro-Arrow et de l'abandon de cet élément de l'industrie aérospatiale canadienne.